

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

Distr.

CENTRALE

E/CN.4/SR.257

6 mai 1952

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

DOCUMENTS

INDEX UNIT

MASTER

8 MAY 1952

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUX CENT CINQUANTE-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, New-York,

le jeudi 17 avril 1952, à 15 heures.

SOMMAIRE :

- Recommandations relatives au respect, sur le plan international, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (A/L.102, A/L.106, A/2112, E/CN.4/516, E/CN.4/649, E/CN.4/657, E/CN.4/L.21/Corr.1, E/CN.4/L.22, E/CN.4/L.23/Rev.1, E/CN.4/L.24, E/CN.4/L.25, E/CN.4/L.26, E/CN.4/L.27, E/CN.4/L.28, E/CN.4/L.28/Rev.1, E/CN.4/L.29, E/CN.4/L.30) (suite)

PRESENTS :Président :

M. MALIK Liban

Rapporteur :

M. WHITLAM Australie

Membres :

M. NISOT Belgique

M. VALENZUELA Chili

M. CHENG PAONAN Chine

AZMI Bèy Egypte

Mme ROOSEVELT Etats-Unis d'Amérique

M. CASSIN France

M. KYROU Grèce

Mme MEHTA Inde

M. AZKOUL Liban

M. WAHEED Pakistan

M. BORATYNSKI Pologne

M. KOVALENKO République socialiste
soviétique d'UkraineM. HOARE Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

M. RUSSEL Suède

M. MOROZOV Union des Républiques
socialistes soviétiques

M. BRACCO Uruguay

M. JEVREMOVIC Yougoslavie

Représentant d'une institution spécialisée :

M. MORELLET

Organisation internationale
du travail (OIT)

Représentants d'organisations non gouvernementales :

Catégorie A :

Mlle KAHN

Fédération syndicale mondiale
(FSM)

Mlle SENDER

M. LEARY

Confédération internationale
des syndicats libres (CISL)

Catégorie B :

M. MANUILA

Association internationale de
droit pénal

M. AVRAM

Bureau international pour
l'unification du droit pénal

Mme PHILLIPS

Comité de liaison des grandes
associations internationales
féminines

M. JACOBY

Congrès juif mondial

Mme CARTER

Conseil international des
femmes

M. BEER

Ligue internationale des
droits de l'homme

M. RONALDS

World Union for Progressive
Judaism

Secrétariat :

M. HUMPHREY

Directeur de la Division des
droits de l'homme

M. DAS

Mlle KITCHEN

Secrétaires de la Commission

RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RESPECT? SUR LE PLAN INTERNATIONAL, DU DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES (A/L.102, A/L.106, A/2112, E/CN.4/516, E/CN.4/649, E/CN.4/657, E/CN.4/L.21/Corr.1, E/CN.4/L.22, E/CN.4/L.23/Rev.1, E/CN.4/L.24, E/CN.4/L.25, E/CN.4/L.26, E/CN.4/L.27, E/CN.4/L.28, E/CN.4/L.28/Rev.1, E/CN.4/L.29, E/CN.4/L.30) (suite)

M. HOARE (Royaume-Uni) suggère à la Commission de décider de différer provisoirement la discussion sur le point de savoir si l'article relatif au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être inséré dans un seul pacte ou dans les deux. Il serait bien plus utile de commencer par se mettre d'accord sur le texte de l'article.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime également qu'il serait préférable de remettre à plus tard la question de savoir où devra figurer l'article relatif au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

M. KYROU (Grèce) approuve cette suggestion, mais il conjure la Commission de ne jamais perdre la question de vue.

Le PRESIDENT explique que la Commission rédigera le texte de l'article et déterminera ultérieurement à quelle place il vaudra mieux l'insérer, que ce soit dans un seul des pactes, ou dans les deux.

M. VALENZUELA (Chili) demande des précisions au sujet du troisième alinéa du projet de résolution de l'Union soviétique (E/CN.4/L.21) relatif aux minorités nationales, problème dont la complexité est bien connue et qui se présente sous des aspects très différents dans diverses parties du monde. Si l'on tient compte de la définition des minorités élaborée par la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, le texte proposé par l'Union soviétique, par lequel les Etats s'engageraient à reconnaître aux minorités le droit de posséder leurs propres écoles, bibliothèques etc., poserait de graves problèmes, notamment dans le cas des pays insuffisamment

peuplés qui ont adopté une politique d'immigration massive. En plus de ses conséquences générales, tant d'ordre économique que d'ordre pratique, une telle disposition retarderait le processus d'assimilation des immigrants à la collectivité dans laquelle ils s'intègrent et empêcherait la formation d'une société homogène.

M. Valenzuela tient également à signaler qu', dans certains cas, le fait d'accorder à des groupes le droit d'employer leur langue maternelle les met en marge de la civilisation et que la reconnaissance de ce droit sert souvent à ralentir le progrès des groupements humains intéressés vers l'indépendance.

M. CASSIN (France) déclare que la délégation de la France, qui a formulé des réserves quant au principe même de la proclamation dans le pacte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, peut néanmoins contribuer à la rédaction d'un article relatif à ce droit.

Les récentes discussions ont montré que la tendance générale est en faveur d'un énoncé de principe en termes brefs, de préférence à un texte détaillé.

M. Cassin ne sera pas en mesure d'appuyer le premier alinéa de la proposition de l'Union soviétique, car cet alinéa fait appel à une idée de "nation" qui est en dehors des vœux de l'Assemblée générale. Le deuxième alinéa est inacceptable en ce qu'il spécifie une catégorie d'Etats au lieu de s'appliquer à tous les Etats sans exception. Le troisième alinéa, relatif aux minorités, outrepassse les directives de l'Assemblée générale touchant l'article sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il importe certes, que la question des minorités soit traitée ailleurs, mais en cherchant à mentionner le principe des droits des minorités dans l'article relatif au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on affaiblirait le principe même de libre détermination, en rendant aléatoire la ratification du pacte par les Etats.

Les propositions de l'Inde, des Etats-Unis et de la Yougoslavie ont un élément commun; elles prévoient l'obligation pour tous les Etats de favoriser la reconnaissance du principe général du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. M. Cassin estime que la formule proposée par l'Egypte est trop restrictive. Il pense que le texte proposé par les Etats-Unis est celui des trois textes généraux qu'il conviendrait de prendre comme texte de base, car il a le mérite d'être concis, de s'appliquer à tous les Etats et de se référer nettement aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies. On pourrait fort bien améliorer le texte des Etats-Unis en y ajoutant certaines parties des autres propositions présentées à la Commission. Le texte de l'Egypte offrirait peut-être une idée pour établir une définition du droit commun aux deux pactes.

La proposition de la Yougoslavie mérite d'être prise en considération car elle a l'avantage de s'appliquer à tous les Etats souverains, aux territoires non autonomes et aux groupes humains qui luttent pour leur émancipation. De l'avis de M. Cassin, il serait préférable de mentionner tous les Etats sans distinction; toutefois, si l'on tient à spécifier certaines catégories, l'énumération ne doit laisser place à aucune lacune et s'appliquer à tous les Etats et à tous les peuples sans exception.

M. Cassin n'a pas encore défini sa position à l'égard de la proposition de la Belgique car il se demande si la traduction des mots "constitutional processes" soulève une simple question de rédaction. Ce point doit être élucidé.

Dans l'ensemble, il approuve le paragraphe 2 du texte des Etats-Unis. A son avis, la reconnaissance des droits des autres Etats renforcerait, plutôt qu'elle n'affaiblirait, le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le reste des propositions de la Yougoslavie, de l'Inde et du Chili est prématuré car elles ont trait à des recommandations; il faudrait de toute manière les analyser et les étudier longuement. Si le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes implique que le peuple intéressé jouit d'un droit de souveraineté inaliénable sur ses ressources naturelles, tous les accords internationaux pourront être

dénoncés par l'une ou l'autre des parties. L'adoption d'une formule aussi générale, sans une étude préalable suffisamment approfondie, rendrait difficile la mise en oeuvre de l'assistance technique et d'autres programmes de coopération internationale. Les propositions en question ne devraient pas être mises aux voix, mais il conviendrait de les retenir en vue de les analyser et de les étudier d'une manière approfondie.

M. Cassin ne peut accepter l'amendement de la Pologne car il ressemble à la proposition de l'Union soviétique dont il a dit qu'il ne pourrait la voter.

M. BORATYNSKI (Pologne) déclare que si la Commission veut vraiment prêter son concours à l'exécution de la résolution de l'Assemblée générale telle qu'elle a été adoptée, et non pas limiter ses conséquences politiques et juridiques, la meilleure solution consiste à approuver le projet de l'Union soviétique qui énonce le principe général du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en tire les conclusions pratiques. Pour qui étudie sérieusement la question, le deuxième alinéa constitue une disposition essentielle. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être pleinement garanti aussi longtemps qu'on n'a pas reconnu aux minorités nationales le droit d'utiliser leur langue maternelle et de posséder leurs propres institutions éducatives et culturelles.

A son avis, il est inutile de chercher une définition car il faut proclamer le droit à l'auto-détermination pour tous.

L'amendement des Etats-Unis cherche à affaiblir le principe de libre disposition et à légaliser le système colonial. Le passage ainsi conçu : "en tenant dûment compte des droits des autres Etats" ébranlerait, s'il était adopté, le principe même de libre disposition et constituerait une rétrogradation.

La délégation polonaise juge acceptable les propositions de l'Egypte et du Chili, auxquelles elle donnera son appui.

Mme ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) demande des précisions sur le projet du Chili. Il ne fait pas de doute que la déclaration de principe du Chili s'explique par les abus auxquels ont donné lieu dans le passé les droits accordés en vertu d'arrangements conventionnels. Toutefois, il semble préférable de faire figurer les réserves nécessaires parmi les clauses mêmes des accords conclus plutôt que d'insérer dans un traité des dispositions qui annuleraient les conventions existantes et rendraient impossible toute collaboration internationale. On peut imaginer des garanties satisfaisantes sans ruiner toutes possibilités d'assistance internationale. La délégation des Etats-Unis ne peut appuyer la proposition chilienne dans sa forme actuelle, mais pourra la trouver acceptable si les termes en sont modifiés.

En outre, la souveraineté réside dans les Etats et il se peut que les peuples n'aient aucun droit sur les ressources naturelles. La proposition chilienne semble toucher à des questions complexes de succession des Etats, dont on ne peut parler sans aborder des problèmes comme celui de la dette publique, etc. Le pacte ne pourra évidemment pas tenir compte des circonstances diverses propres à chaque cas particulier.

La proposition indienne reprend exactement les formules de l'Assemblée générale dans sa phrase d'introduction, à l'exception du mot "shall" qui figurait dans le texte anglais. A son avis, les termes de l'Assemblée générale étaient préférables.

Le fait de vouloir limiter le droit de libre disposition à des groupes nationaux importants et homogènes risque de donner lieu à des interprétations divergentes. En outre, des difficultés peuvent s'élever au sujet de la proposition qui tend à confier au Conseil de tutelle la formation des peuples insuffisamment évolués.

Le projet yougoslave a l'inconvénient de s'étendre trop longuement sur la secession et l'indépendance, alors qu'il néglige les autres moyens par lesquels les peuples pourraient convenablement exprimer leur volonté. Elle omet également d'étendre le droit de libre disposition à des peuples déjà organisés en Etats indépendants et d'insister sur l'obligation de maintenir l'indépendance et la liberté. Comme il est impossible de donner une liste complète de tous les cas qui peuvent illustrer le principe, il vaut mieux se borner à l'énoncer. La délégation des Etats-Unis se verra donc dans l'obligation de voter contre la proposition yougoslave.

M. AZKOUL (Liban) désire expliquer l'attitude que sa délégation a provisoirement adoptée à l'égard des diverses propositions dont la Commission est saisie. Aucune de ces propositions ne lui paraît entièrement satisfaisante, mais il espère que la Commission réussira, en les prenant comme base de travail, à élaborer un texte acceptable.

Il faut garder présentes à l'esprit les considérations suivantes : l'article à rédiger est destiné à figurer dans un instrument juridique; quelle que soit la forme qu'on donne à cet article, le pacte, et par conséquent l'article lui-même, n'obligera que les parties à cet instrument; il est nécessaire d'autre part, dans la rédaction de l'article, de tenir compte de certaines directives expresses de l'Assemblée générale et d'interpréter correctement ses vues; enfin, l'article n'étant pas le résultat d'une enquête prolongée, doit éviter de trop entrer dans le détail si l'on veut que ses dispositions ne soient pas sujettes à des erreurs d'interprétation.

M. Azkoul se met alors en devoir d'examiner les différentes propositions les unes après les autres. Le premier alinéa du projet de résolution de l'Union soviétique (E/CN.4/L.21) introduit le mot "nation" qui ne figurait pas dans le texte adopté par l'Assemblée générale. Il n'est pas opposé à l'insertion du mot, puisque l'Assemblée générale l'a utilisé dans sa résolution 545 (VI), et que son omission dans la phrase en question peut bien n'avoir pas été voulue. Si toutefois la Commission ne désire pas prêter le flanc à des critiques sur ce point, elle ferait mieux de reprendre le texte de l'Assemblée générale et de suggérer ensuite, dans son rapport à l'Assemblée générale, qu'il serait opportun de mentionner les nations. Les mêmes remarques s'appliquent à l'amendement polonais (E/CN.4/L.27).

En revanche, l'adjonction du terme "nationale" après le mot "auto-détermination" dans le même alinéa du projet de résolution de l'Union soviétique, est moins acceptable. L'Assemblée générale n'a jamais parlé d' "auto-détermination nationale" et la phrase peut être interprétée comme signifiant que les peuples ne jouissent du droit de libre disposition que sur le plan national et non sur le plan international.

Le second alinéa de ce projet de résolution est la répétition d'une partie du paragraphe 1 de la Résolution 545 (VI) de l'Assemblée générale : mais en ne retenant rien du reste de ce paragraphe, il déforme le sens de la résolution de l'Assemblée générale et laisse entendre que seuls les Etats chargés de l'administration de territoires non autonomes sont tenus de faciliter l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le texte doit être complété par une déclaration affirmant que tous les Etats ont cette obligation.

Le troisième alinéa introduit la question des minorités, qui est étrangère au problème examiné, et aboutit à déformer le sens donné par l'Assemblée générale au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le projet de résolution de l'URSS, dans sa forme actuelle, n'est pas satisfaisant; il parle des territoires non autonomes et des minorités, mais en négligeant de mentionner les peuples situés à l'intérieur des frontières d'un Etat souverain, il donne par là l'impression que ces peuples sont en dehors du champ d'application de l'article proposé.

Le paragraphe de l'amendement égyptien (E/CN.4/L.23/Rev.1) au projet de résolution de l'Union soviétique donne une définition incomplète du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dans sa définition de l'aspect économique de ce droit, le projet de résolution chilien (E/CN.4/L.24) va nettement plus loin que l'amendement égyptien, et l'on considère la formule employée dans ce dernier : "le droit de déterminer librement leurs statuts économique". La définition égyptienne risque donc d'être incorrectement interprétée comme limitant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En outre, les régimes totalitaires pourraient se réclamer de la mention du droit de déterminer les statuts social et culturel pour brûler ou interdire les livres étrangers, établir une surveillance étroite de l'enseignement, et prendre diverses mesures du même ordre qui ne sont certainement pas dans la pensée du représentant de

l'Egypte. L'absence de définition vaut mieux qu'une mauvaise définition.

Le paragraphe 2 de l'amendement égyptien est le complément indispensable du texte proposé par l'Union soviétique, qui ne parle pas de " tous les Etats"; mais il semble mettre sur le même pied les Etats qui ont des responsabilités directes en la matière et ceux qui n'en ont pas.

La même objection vaut pour le paragraphe 1 de l'amendement des Etats Unis (E/CN.4/L.28) au projet de résolution de l'URSS; il donne, lui aussi, l'impression que les Etats qui administrent des territoires non autonomes et ceux qui n'en ont pas à administrer sont également tenus de faciliter l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, alors que la résolution 545 (VI) de l'Assemblée générale laisse entendre clairement qu'une responsabilité plus grande incombe aux Etats de la première catégorie. Il conviendrait de faire cette distinction dans la rédaction finale de l'article en insérant, par exemple, un membre de phrase tel que "dans le cadre de leurs responsabilités respectives".

La première clause du paragraphe 2 de l'amendement proposé par les Etats-Unis est acceptable mais les mots "par des moyens constitutionnels" ne sont pas sans danger; ils peuvent donner lieu à l'interprétation suivant laquelle un pays soumis à l'autorité d'une métropole ne pourrait jamais, au cas où la constitution de celle-ci interdirait la sécession, exercer son droit de libre disposition. Le passage "en tenant dûment compte des droits des autres Etats et des autres peuples" est également discutable, puisqu'il ne permet l'exercice d'un droit fondamental qu'à la condition de ne pas porter atteinte à tous les autres droits, d'un autre Etat ou peuple, même s'il ne s'agit que d'un droit secondaire ou acquis.

L'amendement belge (E/CN.4/L.29) se manifestant pour objet de supprimer les inconvénients que pourrait présenter l'adoption du passage relatif aux moyens constitutionnels dans l'amendement proposé par les Etats-Unis. L'orateur

se demande toutefois si la restriction que comporte l'amendement des Etats-Unis est rejetée, ce que deviendra l'amendement belge. M. AZKOUL sera dans l'obligation de s'opposer à l'amendement belge qui, dans ses termes actuels, semble approuver la limitation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sur tout autre terrain que le terrain constitutionnel.

Le représentant du Liban passe ensuite au projet de résolution yougoslave (E/CN.4/L.22). Son dernier alinéa donne une définition du peuple qui n'est pas plus satisfaisante que les autres définitions proposées et d'après laquelle mille personnes habitant le même village pourraient prétendre constituer un peuple. En outre, le même alinéa se borne à parler du droit de sécession, et en négligeant de faire mention des territoires non autonomes, il s'écarte de la position adoptée par l'Assemblée générale.

Le troisième alinéa contient une idée digne d'être retenue et qu'on ne trouve pas dans les autres projets, à savoir que les Etats qui, de quelque manière que ce soit, exercent un contrôle sur le droit qu'ont d'autres peuples à disposer d'eux-mêmes doivent s'engager à garantir le libre exercice de ce droit.

En ce qui concerne le projet de résolution indien (E/CN.4/L.25), M. AZKOUL ne peut que regretter que l'Organisation des Nations Unies, et le monde en général, n'aient pas encore atteint le stade de leur histoire auquel les idées admirables qu'il contient seront applicables. Il est prématuré, pour ne pas dire plus, de parler d'une enquête de l'Organisation des Nations Unies sur le degré d'évolution politique des peuples à une époque où l'Organisation des Nations Unies n'a pas le droit d'exiger des rapports sur les progrès réalisés dans le domaine politique par les populations des territoires non autonomes. A ce propos, le projet de résolution contient une définition du mot "peuples" qui est vague et manque d'ampleur, et sert une fois de plus à montrer à quels dangers on s'expose en essayant de donner des définitions.

Le projet de résolution chilien (E/CN.4/L.24) contient une idée que l'orateur a appréciée et qu'il serait heureux d'accepter; mais il craint que la résolution, dans sa forme actuelle, ne décourage les capitaux étrangers de s'investir dans les régions insuffisamment développées où le besoin s'en fait impérieusement sentir.

M. NISOT (Belgique) répondant au représentant du Liban, remarque que l'amendement belge sera retiré si le passage de l'amendement des Etats-Unis qui parle des "moyens constitutionnels" n'est pas adopté.

Mme MEHTA (Inde) dit qu'elle n'est entièrement satisfaite d'aucun des textes qui ont été soumis à la Commission, y compris le sien. Il ne lui est pas possible d'accepter le projet de résolution présenté par l'Union soviétique en raison du dernier alinéa qui, traitant des minorités, est tout à fait en dehors du sujet. La mention des "moyens constitutionnels" dans l'amendement des Etats-Unis l'inquiète tout autant que le représentant du Liban; en l'absence de constitution, comme c'est le cas dans les territoires non autonomes, on ne voit pas par quels moyens les peuples pourraient exercer le droit de libre disposition. La mention faite dans cet amendement des droits des autres Etats est également peu explicite; Mme Mehta se demande qui aura qualité en cas de conflit, pour décider quel est le groupe dont le droit devra l'emporter.

Sans tenir particulièrement à sa propre définition, la représentante de l'Inde pense que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la notion de "peuples", que l'on confond constamment avec celle de minorités, doivent être clairement définis.

M. VALENZUELA (Chili) relève que plusieurs représentants ont qualifié de dangereux le projet de résolution du Chili (E/CN.4/L.24). L'idée qu'il contient est pourtant très simple et n'implique aucun des dangers auxquels on a fait allusion.

Le représentant de la France a déclaré que la tendance actuelle était à l'abandon, par les Etats, d'une partie de leur souveraineté lorsqu'ils contractent des accords internationaux. La France peut certes se permettre d'abandonner une partie de ses ressources économiques, comme elle l'a fait avec le plan Schuman, justement parce qu'elle est pleinement maîtresse de ses ressources; mais les pays d'Amérique latine n'ont pas une pleine et entière souveraineté sur leur patrimoine

national dont certains disposent sans les consulter et sans se préoccuper des conséquences qui peuvent en résulter pour les populations.

Une forte proportion des ressources de l'Amérique latine est entre les mains d'entreprises étrangères qui fixent les quantités à produire et les prix, arrêtent la production à leur gré afin de maintenir les prix mondiaux à un niveau élevé, et qui, dans bien des cas, versent des redevances, non pas aux Etats dont ils exploitent les richesses, mais à d'autres sociétés étrangères dont ils sont devenus les sous-concessionnaires. Toutes ces formes d'activité ignorent les intérêts des populations locales et ne se préoccupent pas des souffrances qui peuvent en résulter.

M. Valenzuela ne croit pas que reconnaître le simple fait qu'un peuple est maître de ressources de son propre pays puisse décourager les capitalistes étrangers d'effectuer des placements. De toute façon, les investissements privés, qui seraient les plus susceptibles d'être ainsi atteints ont beaucoup diminué ces dernières années; c'est d'ailleurs là une des raisons pour lesquelles l'Amérique latine a tant besoin d'une assistance technique.

Le représentant du Chili n'insistera pas pour maintenir les termes mêmes dans lesquels est rédigé son article; il est prêt à accepter des modifications de forme, pourvu que soit énoncée sans équivoque l'idée que les peuples ont un droit de souveraineté sur leurs propres ressources naturelles. On pourrait insérer ailleurs des clauses destinées à prévenir l'abus de ce droit.

AZMI Bey (Egypte) désire préciser ses intentions pour répondre aux critiques que le représentant du Liban a adressées à l'amendement de l'Egypte (E/CN.4/L.23/Rev.1). S'il a inséré dans son amendement une définition du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est parce qu'il existe deux pactes. La même idée préside d'ailleurs au projet de résolution de l'Inde (E/CN.4/L.26) et constitue le fond même du texte révisé de l'amendement des Etats-Unis, (E/CN.4/L.28/Rev.1) lesquels sont divisés en deux parties, l'une applicable au pacte relatif aux droits civils et politiques et l'autre au pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Mme ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) indique qu'elle a modifié son texte initial pour se conformer à la définition qui figure dans l'amendement de l'Egypte; mais si la majorité de la Commission est d'avis, avec le représentant du Liban, qu'il vaut mieux ne pas essayer d'insérer une définition du droit en question, elle retirera volontiers son texte révisé. Elle fait observer que l'amendement des Etats-Unis s'abstient en outre de mentionner les nations, comme le fait l'amendement de la Pologne (E/CN.4/L.27), car il semble que la nation de peuple englobe celle de nation.

Mme Roosevelt souligne que les mots "moyens constitutionnels" n'ont pas du tout pour objet de limiter les obligations relatives aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes aux seuls pays qui ont déjà une constitution. En fait, la formule en question veut dire que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devra être assuré par des moyens juridiques et pacifiques; il ne s'agit nullement de restreindre l'interprétation du texte en la faisant dépendre des constitutions existantes. Les Philippines fournissent un exemple de la reconnaissance à un peuple, par des moyens constitutionnels, du droit de libre disposition; dans ce cas, ce droit a été exercé par des moyens légaux et pacifiques, sans être limité en aucune façon par la constitution des Etats-Unis. Le membre de phrase "en tenant dûment compte des droits des autres Etats et des autres peuples" complète cette idée en soulignant que les droits des peuples auxquels est accordée la liberté de disposer d'eux-mêmes et ceux des Etats qui la leur accordent doivent entrer également en ligne de compte.

M. HOARE (Royaume-Uni) dit qu'aucun des textes présentés à la Commission ne le satisfait, mais il est heureux de constater que l'on a tout de même essayé de définir les termes très vagues que sont "peuples" et "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes".

La discussion montre clairement qu'il y a deux manières d'aborder le problème de l'insertion dans les pactes d'un article relatif au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Certains représentants considèrent qu'il s'agit simplement d'accorder le droit de disposer d'eux-mêmes aux territoires non autonomes. Selon ces représentants, les seuls problèmes en jeu seraient ceux auxquels auraient à faire face les autorités administrantes. Il est utile de rappeler

à ce propos qu'un grand nombre des problèmes qui, d'après certains membres de la Commission concerneraient seulement les minorités à l'intérieur des Etats, s'applique aussi à certains territoires non autonomes.

L'autre point de vue est celui des représentants qui soutiennent que toutes les obligations relatives au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doivent être assumées sans distinction par tous les Etats signataires et valoir pour tous les peuples qui revendiquent ce droit. L'expérience montre que l'application pratique du principe de libre disposition ne peut être réalisée que grâce à une extrême bonne volonté et à une diplomatie experte, ce qui signifie qu'un simple trait de plume ne saurait suffire à résoudre les questions de cet ordre.

En ce qui concerne les propositions concrètes dont la Commission est saisie, la difficulté principale semble être de savoir s'il convient ou non de suivre à la lettre les instructions données par l'Assemblée générale. Le projet de résolution de l'Union soviétique (E/CN.4/L.21/Corr.1) semble s'écarter de ces directives en insistant sur la deuxième recommandation - quelque peu superflue d'ailleurs - de l'Assemblée générale relative aux Etats qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes. L'amendement de l'Egypte tend à remettre les choses au point en soulignant comme il convient les obligations de tous les Etats. Le représentant du Royaume-Uni, partageant en cela l'avis du représentant du Liban, trouve inutile d'insérer les mots "et toutes les nations" dans le premier alinéa; il estime d'autre part que la question de la défense des institutions culturelles et éducatives dont parle le troisième alinéa du texte soviétique, constitue une question entièrement distincte qui sera mieux traitée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités lorsque la Commission examinera l'article séparé qui a été proposé en cette matière.

L'amendement de l'Egypte ouvre de nouvelles perspectives, en essayant de définir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; il semble cependant que le statut économique social et culturel des peuples dépend de circonstances indépendantes de leur volonté directe; il serait donc dangereux d'assimiler à ces notions le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le projet de résolution de la Yougoslavie (E/CN.4/L.22) pêche par l'abondance des détails et plusieurs représentants l'ont critiqué pour cette raison; M. Hoare se contente de faire observer que les peuples qui revendiquent le droit à disposer d'eux-mêmes ne font pas nécessairement partie "d'un groupe habitant un territoire compact".

Le projet de résolution de l'Inde (E/CN.4/L.25) a au moins le mérite de reconnaître qu'il est difficile de faire bénéficier du droit de libre disposition un peuple qui n'est pas encore en état de se gouverner lui-même, mais a abouti en fait à proposer de modifier la Charte lorsqu'il déclare que les peuples dont l'évolution politique est insuffisamment avancée devraient être placés sous la protection du Conseil de tutelle qui leur donnerait la formation nécessaire. Quant à la proposition du Chili (E/CN.4/L.24), elle est aussi extrêmement radicale. Tout en accordant au représentant du Chili que son point de vue est corroboré par les faits, M. Hoare fait observer que la proposition chilienne, qui a trait aux droits des peuples sur leurs ressources naturelles, concerne des peuples déjà constitués en Etats souverains. Ces droits des Etats n'ont rien de commun avec les droits de l'homme. De plus, le représentant du Chili demande en fait à la Commission de rédiger une règle de droit international et de définir les relations existant entre les Etats qui possèdent des ressources naturelles et les Etats qui cherchent à exploiter ces ressources ou les ressortissants de ces Etats animés des mêmes intentions. De toute évidence, la Commission n'est pas compétente pour s'occuper de telles questions qui ne seraient d'ailleurs pas à leur place dans le pacte.

Le PRESIDENT déclare que la Commission doit se conformer aux instructions précises de l'Assemblée générale et il rappelle qu'elle a agi de la sorte en ce qui concerne les directives de l'Assemblée quant à la question de savoir s'il fallait rédiger un ou deux pactes et à la clause relative à l'application territoriale. Toutefois, lorsque la Commission aura fait tout son possible pour s'acquitter convenablement de sa tâche, elle pourra donner à l'Assemblée générale, par l'entremise du Conseil économique et social, son opinion autorisée dans une résolution distincte, comme elle l'a fait à propos de la question du nombre de pactes à rédiger.

M. KYRCU (Grèce) constatant que la plupart des représentants ne sont pas satisfaits des propositions dont la Commission est saisie, estime qu'ils ne seront pas disposés à passer au vote. Il propose donc que le représentant du Liban qui, en tant que Rapporteur de la Troisième Commission, connaît le mieux les intentions de l'Assemblée générale, prépare un document de travail contenant le texte d'un article qui serait acceptable pour la majorité de l'Assemblée. En attendant, les projets de résolution et les amendements soumis à la Commission seraient laissés de côté et ne seraient mis aux voix que si la Commission jugeait inacceptable le document de travail du représentant du Liban.

M. AZKOUL (Liban) accepte de présenter un document de travail, mais seulement au nom de sa délégation.

Le PRESIDENT fait observer que l'on ne pourrait considérer ce document de travail comme une nouvelle proposition ni le mettre aux voix, car le délai de présentation des nouvelles propositions est déjà écoulé.

M. AZKOUL (Liban) déclare que le document de travail qu'il soumettre pourrait être considéré comme un amendement.

Le PRESIDENT fait observer que ce texte ne peut être considéré comme un amendement s'il ne se rattache pas à une proposition déjà présentée.

AZMI Bey (Egypte) propose d'inviter le Secrétariat à préparer un document reprenant, d'une manière synthétique, tous les projets de résolution et les amendements soumis à la Commission, afin de faciliter le vote.

Le PRESIDENT indique que le Secrétariat n'est pas en mesure de préparer un tel document pour la séance suivante, car aucun service technique ne fonctionne après 18 heures.

AZMI Bey (Egypte) retire sa proposition.

La PRESIDENT suggère que la Commission passe au vote le jour suivant.

M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie en principe cette suggestion, à condition que tout nouvel amendement soit mis en discussion.

La séance est levée à 18 heures

23/4 p.m.